

Q. Vous avez entendu ce qui s'est dit du penchant du public d'avoir des paris sur les courses de chevaux, ou étiez-vous absent lors de cette discussion?
R. Non.

Q. La question du rapport des paris courses a été discutée et quelques témoins ont dit que sur les champs de courses le public en général ou une partie aime à s'intéresser aux courses et à parier plus ou moins sur le résultat; et que, si le pari était considéré criminel, l'assistance en serait tellement réduite que les courses ne pourraient avoir lieu comme aujourd'hui, qu'en pensez-vous? R. Je le crois et je pense que ceci est prouvé par l'expérience du *Jockey Club* d'Ontario, d'après ce que j'ai vu. Il y avait une assistance de 20,000 à 25,000 personnes en un jour et, si cette assistance était réduite comme cela arriverait, je ne crois pas qu'ils pourraient continuer leurs affaires. Je sais que, pour ma part, je n'y prendrais aucun intérêt si je ne pariais un tant soit peu, quoique je ne sois pas un gros parieur.

Q. Je suppose que vous êtes de mon avis, voir un cheval gagner plus qu'un autre ne vous intéresse-t-il pas? R. Je ne crois pas avoir parié plus d'un dollar à la fois.

Q. Vous possédez ce cheval, pour ainsi dire, durant le temps de la course par le fait que vous pariez sur ses chances? R. Je sais que je suis joliment excité en cette circonstance.

Q. Et vous pensez ne pas faire mal en pariant? R. Et je ne fais rien de mal non plus, j'en suis certain.

Le témoin est renvoyé.

M. RANEY.—Il me semble que nous devrions peut-être appeler M. Fraser, autrefois secrétaire du *Jockey Club* d'Ontario, dans le but de faire produire les livres du club et, si les livres étaient laissés en garde du comité actuel, ce fait faciliterait l'enquête, et demain, quand nous viendrions pour l'interroger, la tâche serait de beaucoup simplifiée.

M. MCCARTHY.—D'abord, M. Raney va un peu vite dans ses suggestions, puisque le subpoena pour la production de ces livres ici ne les demande que pour demain; il demande aussi la préparation d'un rapport et d'un état de compte des six dernières années, ce qui sera un peu long à préparer. Les livres ne sont pas ici, mais à Toronto, et l'on s'efforce de faire préparer ce rapport. En second lieu, ces livres, à moins que le comité ne décide qu'ils doivent être laissés ici, ne le seront pas, tel que le demande M. Raney, pour pouvoir les examiner. Il y a certainement certaines parties de ces livres nécessaires à la preuve; ces renseignements seront donnés et assermentés, et M. Raney aura la plus grande latitude de transquestionner.

Le PRESIDENT.—L'état de compte devrait être vérifié par les livres.

M. MCCARTHY.—Si les livres sont considérés comme preuve et qu'on décide de les produire. Mais, quant à ce qui concerne un examen préliminaire, je ne crois pas que vous, membres du comité, serez d'avis pour un instant que le club devrait apporter ses livres ici pour les soumettre à l'examen de tous et chacun. Mes clients m'ont donné des instructions justes à ce sujet et ils ne croient pas qu'il serait juste, dans l'intérêt du *Jockey Club*, de le faire, ni dans l'intérêt du public de les connaître.

Le PRESIDENT.—Pour résumer ce que vous dites, M. McCarthy, si je dis ce que j'en pense, c'est que, à ces messieurs qui ont reçu des subpoenas de produire leurs livres demain, on ne peut raisonnablement leur demander de les produire ce soir, et le comité peut peut-être décider ce soir, avant l'ajournement, ce qu'il pense de la production des livres, et cette question sera réglée pour demain.